



**WEBINAIRE SUR LE POINT DE LA CONJONCTURE RECENTE ET LES  
PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DANS LES  
PAYS DE LA CEMAC, EN RDC, AU BURUNDI, A SAO TOME  
PRINCIPE, AUX COMORES, A DJIBOUTI ET A MADAGASCAR  
du 24 au 26 juin 2020**

## **POINTS SAILLANTS**

Juin 2020

## **POINT 1 : INTRODUCTION**

Un Webinaire sur le point de la conjoncture au premier semestre 2020 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 24 au 26 juin 2020. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

Tous les Etats membres de la CEMAC ainsi que la RD Congo, le Burundi, les Comores, Sao Tomé et Principe, le Djibouti et le Madagascar étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique, à l'exception des Comores qui n'ont pas pris part à l'atelier. Deux représentants de la Commission de l'UEMOA ont également pris part aux travaux. La Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA BSR-AC) n'ont pas pu prendre part à l'atelier (*cf.* liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions macroéconomiques de la période 2020-2021 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2020, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions pour les années 2020 et 2021, élaborées au deuxième semestre de l'année 2019;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.

## **POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE**

Monsieur Antoine Ngakegni, Directeur Général de l'Economie du Congo a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance du suivi de la conjoncture et des prévisions à court terme pour la prise de décision dans les pays. L'intérêt d'avoir une équipe pluridisciplinaire pour ce genre de travaux n'est plus à démontrer, a-t-il poursuivi. Enfin, il a déclaré ouvert le séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2020 et les prévisions à court terme, et a souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté (*cf.* annexe).

## **POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE**

Les travaux ont, par la suite, été organisés en deux (02) sessions de communication (Pays et Institutions) et leur modération assurée par Monsieur Serge Jean EDI, Chef du Département Etudes et Synthèses Economiques (DESE) à AFRISTAT.

## Session 1 : Communication Pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2020 et prévisions 2020-2021

Les dix (10) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2020 et les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2020-2021.

Il est à retenir que la conjoncture est marquée globalement au niveau des Etats par la pandémie à COVID-19 qui a entravé la collecte des données pour les deux premiers trimestres de l'année suite aux différentes mesures préventives prises par les autorités (fermeture des frontières terrestre et aérienne, mise en quarantaine des villes ou régions touchées, couvre-feu, ralentissement de l'activité dans les administrations publiques et entreprises privées, etc.). Les indicateurs présentés portent ainsi principalement sur le premier trimestre de 2020 voir le quatrième trimestre 2019 (pour la plupart des pays présents). Vu que la pandémie n'est apparue qu'en fin du premier trimestre 2020 dans la région, ceux-ci ne permettent pas de relever exhaustivement la situation conjoncturelle du premier semestre de l'année. Des enquêtes et des études ont été réalisées ou sont en cours ou prévues dans tous les Etats afin d'évaluer l'impact de la crise sur les économies. Des contreperformances sont déjà enregistrées pour les secteurs des services (transports, hôtels, etc.) et sont entrevues pour la production industrielle.

Pour ce qui est des prévisions macroéconomiques, l'impact de la crise a été pris en compte par tous les Etats à travers, des projections de fort ralentissement de la croissance en 2020 voire des récessions pour certains, une détérioration du déficit des finances publiques, entre autres. En 2021, une reprise des activités économiques est attendue et des améliorations dans le recouvrement des recettes de l'Etat et une maîtrise des dépenses.

Par Etat, les points saillants des communications peuvent se résumer comme suit :

### a) Cameroun

Seules les prévisions à court terme ont été présentées.

	Historiques		Estimations	Projections	
	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur primaire	3,2	5,1	2,4	0,2	3,6
Secteur secondaire	1,3	3,1	4,1	-2,6	2,7
Secteur tertiaire	4,3	4,4	4,0	-0,6	3,1
PIB	3,5	4,1	3,8	-1,1	3,1

### b) Centrafrique

Globalement, la conjoncture économique est mauvaise et caractérisée par l'apparition brutale de la crise sanitaire dû au corona virus ayant entraîné l'arrêt des activités à partir du mois de mars 2020. L'on a ainsi noté :

- une baisse de la production minière ;

- un ralentissement des activités de l'agriculture de rente suite à des mesures prises pour éviter la propagation de la COVID-19 ;
- une baisse de l'exploitation forestière ;
- une diminution de la production d'électricité (-5,6%) ;
- une chute de la production d'eau (-14,3%) et de la consommation (-6,1%).

De même, le secteur des services est lourdement touché par les effets de cette pandémie caractérisé par la fermeture des frontières et l'interdiction de la population de se déplacer afin d'éviter la contamination. L'on a enregistré ainsi :

- Une baisse du transport des marchandises à l'entrée (-14,8%) et à la sortie (-7,8%) ;
- Une baisse du nombre de passager au départ (-4,2%) et à l'arrivée (-12,9%) en lien avec la fermeture de la frontière aérienne du pays.

De manière globale, l'économie centrafricaine connaîtrait une récession avec une croissance réelle de -0,2% en 2020 contre une prévision initiale de 5%. Toutefois, l'on enregistrerait une reprise en 2021 avec une croissance projetée de 3,7%.

S'agissant de l'évolution du niveau général des prix à la consommation, à fin Avril 2020, le taux d'inflation s'est situé à 1,0%, soit en deçà du seuil communautaire de 3%.

Pour ce qui est des échanges extérieurs, ils devraient être marqués par une dégradation du déficit du solde du compte courant, au premier semestre 2020. Cette évolution procéderait essentiellement d'une baisse de l'excédent des transferts courants tandis que la balance commerciale devrait s'améliorer.

### c) Djibouti

Au quatrième trimestre 2019 :

- L'économie mondiale est toujours encore restée sur une tendance à la baisse : tensions sur le commerce extérieur, recul de l'activité industrielle, faible croissance chinoise.
- L'activité portuaire a enregistré une hausse .
- Le transport routier et ferroviaire ont connu une progression mais le transport aérien en hausse légère. Les secteurs de l'énergie et de l'eau se maintiennent
- L'inflation était en hausse (3,3%). Les prix des produits alimentaires ont augmenté d'environ 6,2%.
- La masse monétaire a été en augmentation

Libellées	2018	2019	2020		2021
			Initiales	Révisées	
PIB Global			8,3	-3,8	3,4

### d) Congo

L'activité économique se caractériserait par:

- une baisse de l'activité économique en 2020 et une baisse moins prononcée en 2021;

- une maîtrise de l'inflation en 2020 et en 2021;
- un déficit du solde du compte courant en 2020 et un excédent en 2021;
- un recul de la masse monétaire en 2020 et 2021

Libellées	2018	2019	2020		2021
			Initiales	Révisées	
PIB Global	1,1	-0,3	2,3	-6,2	-1,2
PIB hors pétrole	-12,5	-1,6	3,6	-9,1	-2,8
PIB pétrolier	26,2	1,4	0,7	1,9	0,5

#### e) Gabon

Au terme du premier trimestre 2020, l'observé conjoncturel fait ressortir des résultats mitigés de l'activité économique nationale. En effet, les activités des secteurs **primaire** (à l'exception de l'élevage) et **tertiaire** ont toutes fait preuve de résilience au premier trimestre. Par contre, de nombreuses activités du secteur **secondaire** ont enregistré de contre-performances, sous l'effet des mesures gouvernementales pour lutter contre la propagation du coronavirus (arrêt ou fermeture de certaines activités, confinement des populations, mesures barrières, etc.).

Au terme du premier trimestre 2020, la pression inflationniste a été contenue, confirmant de fait la tendance baissière des prix à la consommation observée depuis plus d'une année.

Au cours de la période sous revue, il ressort que le solde commercial s'est très fortement amélioré de 140,4% à 706,9 milliards de FCFA, pour un taux de couverture qui s'est amélioré de 138 pts.

Ainsi, après avoir enregistré un taux de croissance de 3,9% en 2019, il est prévu que l'activité économique nationale reculerait en 2020. Le PIB baisserait de 0,8%, soit une perte de 4,5 points de croissance par rapport aux prévisions effectuées au second semestre 2019. Cette récession s'accompagnerait d'un retour à un déficit budgétaire (-4,8% du PIB contre +1,1% du PIB en 2019), d'une détérioration du déficit courant et d'une baisse des avoirs.

**En 2021**, une amélioration du cadre macroéconomique est prévue dans un contexte de hausse des prix de nos matières premières. En effet, l'économie renouerait avec une croissance positive de 4,0%, soutenue par le hors-pétrole (+4,6%).

#### f) Guinée Équatoriale

L'économie de la Guinée Équatoriale au cours de l'année 2020 a été marquée par les impacts de la conjoncture internationale. En effet:

- Le taux de croissance du PIB enregistré au cours du premier trimestre de 2020 a été de 0,9%, contre -2,1% en 2019 ;
- **La croissance du PIB pétrolier** a été de 2,2% au premier trimestre 2020, contre -5,3% à la même période de 2019 ;
- **Le PIB non pétrolier** a enregistré une croissance de -0,8%, contre -1,5% en 2019 ;

- Le taux inflation s'est établi à 1,7% au premier trimestre 2020 contre 1,8% de 2019 ;
- **Le secteur primaire** connaîtrait une croissance négative de -5,2% en 2020 contre -6,2% en 2019 ;
- **Le secteur secondaire**, connaîtrait une croissance de -10,3% en 2020, contre -12,8% en 2019 ;
- **Le secteur tertiaire** se dégraderait avec une croissance projetée de -3,3% en 2020 contre 1,6% de l'année 2019 ;
- La pandémie du Covid19 impactera l'économie de la Guinée Équatoriale en 2020 qui enregistrerait **une croissance du PIB réel de -5,8% (scenario optimiste) ou -8,9% (scenario pessimiste)**, contre -5,6% en 2019.

### g) Madagascar

Globalement, la conjoncture n'est pas favorable caractérisée par :

- une baisse du nombre de touristes non-résidents de 42,8% durant les trois premiers mois de 2020 ;
- une baisse des impôts de l'ordre de 1 858,8 milliards d'Ariary,
- une augmentation des dons et aides extérieures de 2 034,9 milliards d'Ariary,
- une augmentation des dépenses publiques de 646 milliards d'Ariary, surtout dans le domaine de l'énergie,
- une forte baisse de la consommation de carburant, Indicateur du transport de voyageurs (transport routier, transport aérien)

### h) Tchad

La situation conjoncturelle reste relativement bonne malgré les effets négatifs du covid-19. La production pétrolière s'est située en hausse au premier trimestre 2020 et devrait continuer avec la mise en production en décembre prochain du champ de Sédigui. Le cours du pétrole reste à un niveau bas sur fond d'une crise sanitaire impactant négativement la demande de pétrole. Les recettes pétrolières sont en hausse par rapport à un an plutôt.

Les prix à la consommation connaîtront une hausse au deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la persistance de la pandémie du covid-19 qui a plombé le pouvoir d'achat des ménages.

L'économie tchadienne en 2020 et 2021 serait marquée par la pandémie de COVID-19 avec : (i) les mesures strictes pour circonscrire la propagation de la pandémie ; (ii) un effondrement de la croissance économique mondiale et (iii) la chute des cours du pétrole. Dans ce contexte, l'économie nationale connaîtrait une contraction (-0,9%) en 2020 contre 2,5% en 2019 avant de renouer avec la croissance économique (+3,7%) en 2021.

### i) Les Comores et Sao Tomé et Príncipe n'étaient pas représentés.

Le représentant de la **RD Congo**, présent le premier jour n'a pas pu revenir pour faire sa présentation. Le représentant du **Burundi** présent les deux derniers jours n'a pas pu faire sa présentation pour des raisons techniques.

## Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

### (i) Etat de la convergence en 2019 et perspectives 2020 dans la CEMAC

En zone CEMAC, la croissance économique a poursuivi en 2019 son redressement, avec un taux de croissance de 2,0 % en 2019 après 1,8 % en 2018 et 0,7% en 2017, à la faveur d'une progression de la production pétrolière dans tous les pays producteurs à l'exception de la Guinée Équatoriale ainsi qu'une bonne tenue de l'activité économique non pétrolière au Cameroun, Gabon et Tchad. En lien avec une atténuation des tensions inflationnistes au Gabon et une nouvelle déflation enregistrée au Tchad, le taux d'inflation annuel moyen de la Sous-Région a fléchi pour revenir à 2,0 % en 2019 après 2,2 % en 2018.

Concernant les finances publiques, l'exécution budgétaire a été marquée en 2019 par la poursuite de la consolidation budgétaire dans l'ensemble des États membres de la CEMAC afin de s'aligner avec les engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre des Programmes Économiques et Financiers conclus avec le FMI. Le Solde budgétaire global, base engagement, dons compris est redevenu excédentaire en 2019 après avoir été déficitaire depuis 2012. Il s'est établi à 0,2% du PIB en 2019 contre -0,3% du PIB en 2018 et -3,9% du PIB en 2017.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit de la balance des transactions courantes, transferts publics inclus, s'est creusé en 2019 après deux années consécutives de résorption. Il s'est établi à -1,5 % du PIB après -0,7 % du PIB en 2018 et -12,3 % du PIB en 2016

Pour ce qui est de la situation monétaire, elle a été contrastée en 2019, après un raffermissement en 2018 et une détérioration continue depuis l'avènement du choc pétrolier. Les crédits à l'économie sont repartis à la baisse comme en 2017, après avoir connu une progression en 2018. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est redressé en 2019 pour la deuxième année consécutive pour atteindre 67,1 % après 61,4% à fin décembre 2018 et 57,5% à fin 2017.

S'agissant de l'état de conformité en 2019 aux critères de convergence de la CEMAC, il s'est amélioré comparativement à 2018. La Communauté dans son ensemble a en 2019 comme en 2018 observé 2 critères de convergence sur quatre, ceux portant sur l'endettement et l'inflation. Par pays, la Centrafrique, le Gabon et la Guinée Équatoriale ont respecté trois critères sur quatre à l'exception de celui portant sur l'absence d'arriérés de paiement. Les autres États membres de la CEMAC ont respecté deux critères sur quatre, ceux relatifs à l'endettement et à l'inflation pour le Cameroun et le Tchad, ainsi que ceux afférents au solde budgétaire de référence et à l'inflation pour le Congo.

En ce qui concerne les perspectives macroéconomiques pour 2020 et 2021, les prévisions initiales qui donnaient une croissance de la zone CEMAC à 3,3% en 2020 et 4,3% en 2021 ont été complètement revues suite à la survenue de la pandémie de la COVID-19. La zone CEMAC connaîtrait une récession en 2020 avant de rebondir en 2021, ceci sous l'hypothèse de la levée progressive des mesures de confinement et l'application des mesures économiques et monétaires prises par les ministres en charge de l'économie et des finances des pays de la CEMAC pour atténuer les effets de la crise sanitaire, soutenir le secteur privé et relancer les économies.

## **(ii) Etat de la convergence en 2019 et perspectives 2020 dans l'UEMOA**

La Commission de l'UEMOA a rappelé dans sa communication que la convergence au sein de la zone UEMOA est définie par le Traité créant l'Union et sa mise en œuvre

opérationnalisée à travers l'Acte additionnel portant « Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) ». Cet Acte a été modifié quatre (04) fois en reportant l'horizon de convergence successivement à 2003, 2006, 2009 et 2015. Au regard des statistiques reçues à date, l'Union converge en 2019 dernier horizon retenu par l'Acte additionnel n°01/2015/CCEG/UEMOA. En effet, cinq (05) des huit (08) Etats membres représentant 74,6% du PIB de l'Union, pour une condition de 65% retenu comme masse critique, respectent tous les critères de premier rang. Toutefois, l'Union ne rentre pas en phase de stabilité car le respect de ces critères par la masse critique devait porter sur les deux (02) années avant l'horizon et les deux (02) ans après. La croissance de l'Union en 2019 est de 6,1%.

Par ailleurs, depuis le premier cas diagnostiqué le 9 mars dernier, la pandémie de la COVID-19 a touché tous les Etats membres qui ont tous mis en place des plans de riposte sanitaire et de relance de l'économie. Afin de permettre aux Etats de mettre en œuvre de manière efficace leurs plans de riposte, la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union a décidé, le 27 avril 2020, entre autres mesures, de la suspension temporaire du PCSCS. Toutefois, les Etats doivent continuer à capitaliser au maximum les acquis des politiques communautaires ayant favorisé la consolidation du cadre macroéconomique et macro financier de l'Union. La croissance de l'Union en 2020 est projetée à 2,4% et risquerait d'être en dessous si la crise s'étend sur le second semestre de l'année.

Dans les débats, les participants se sont intéressés au coût et aux modalités d'élaboration du plan de riposte au niveau de l'UEMOA. Ils se sont interrogés sur les implications de la suspension du Pacte de Convergence, de Croissance, de Stabilité et de Solidarité et l'échéance de cette suspension. A ces interrogations, le Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques de la Commission de l'UEMOA a répondu en précisant le coût estimé des plans de riposte des huit Etats membres à la crise sanitaire évalué à plus de 5.000 milliards de francs CFA et intègre aussi bien des aspect sanitaires, sociaux que de relance de l'économie. Il a indiqué par ailleurs qu'une étude sur l'évaluation du dispositif de la convergence est actuellement en cours et que les résultats provisoires seront partagés avec des partenaires dont la Commission de la CEMAC en vue de recueillir leurs observations et remarques.

### **(iii) Présentation d'AFRITAC Centre (FMI) sur les opportunités et contraintes de la réorganisation des activités de renforcement des capacités dans le contexte de la pandémie du COVID-19.**

La pandémie du COVID-19 a conduit à une réorganisation des activités de renforcement des capacités au niveau de AFRITAC Centre. Celles-ci s'articulent désormais autour de la rédaction des Notes techniques, de l'organisation des Webinaires/visioconférences régionaux, ainsi que des missions d'assistance technique à distance.

Les principaux enseignements qui peuvent être tirées à ce jour de cette organisation sont les suivantes :

- Toutes les formes de renforcement des capacités peuvent être entreprises à distance. Les Renforcements des Capacités à Distances (RCD), sous forme de webinaires couplés avec des travaux préparatoires des Experts ou des participants, facilitent les possibilités de missions conjointes entre institutions partenaires. Mais les attentes doivent être réduites et le succès dépend de la volonté des Autorités.



- Les RCD avec webinaires ont tendance à mieux fonctionner pour des activités ciblées (formation/séminaire/atelier, rédaction de guide, présentation d'un outil discussion entre pairs) et demandent beaucoup de flexibilité. Ils facilitent la création et la gestion de réseaux communautaires de pairs et d'experts.
- Les RCD avec webinaires prennent généralement plus de temps que la période de mission standard. Ils permettent une plus grande concentration sur les besoins des pays ainsi que la continuité du soutien au-delà des missions périodiques annuelles / semestrielles. Ils incitent à une plus grande appropriation et implication des autorités. Ils peuvent être couplés avec une/des mission(s) sur site et sont plus faciles à utiliser comme moyen d'impliquer le plus de cadres.

#### **(iv) Présentation d'AFRITAC Centre (FMI) sur les perspectives économiques mondiales du FMI révisées en juin 2020**

La crise de la COVID-19 a des répercussions économiques plus graves que prévu. Le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020. Une récession jamais observée depuis plusieurs décennies avec des perturbations de la production intérieure et de la demande ainsi que des conditions financières et des marchés. Toutefois, les mesures exceptionnelles prises en riposte à la crise limitent les dégâts sur l'économie et inspirent confiance.

Les exercices de révision des cadrages macroéconomiques des pays devraient prendre en compte les facteurs positifs suivants : l'impact de la pandémie sur l'activité économique est plus important sur le premier semestre 2020 et la reprise au second semestre sera plus lente; les effets des mesures budgétaires prises en riposte à la crise jusqu'à présent et prévues pour le reste de l'année; les cours des produits de base se redresseraient légèrement ; la croissance mondiale se contracterait en 2020 et la reprise en 2021 serait timide. Ces exercices devraient également tenir compte des incertitudes liées aux effets de la durée de la pandémie et des mesures de confinement nécessaires ; de la distanciation physique volontaire; de la capacité des travailleurs touchés à retrouver de l'emploi, quitte à changer de secteur d'activité ; des séquelles des fermetures d'entreprises ; des nouvelles mesures sanitaires sur les lieux de travail ; du réagencement des chaînes d'approvisionnement mondiales ; et de la baisse de la demande extérieure et des déficits de financement.

#### **POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE**

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

##### **Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :**

- Dans le financement des partenaires techniques et financiers (PTF) destiné à l'appui à la statistique dans les pays, prévoir une dotation pour l'amélioration des infrastructures informatiques pour le renforcement des capacités à distance (RCD)
- pour les séminaires du premier semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des deux premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- pour les séminaires du deuxième semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des huit premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse

- conjoncturelle ;
- sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
  - mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre conjoncturistes et prévisionnistes ;
  - allouer des moyens pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
  - solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
  - prendre les dispositions nécessaires pour collecter les données à temps, produire et diffuser des bulletins et notes de conjoncture de qualité dans les délais afin qu'ils soient plus utiles aux utilisateurs et décideurs ;

**A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, et à la Commission de la CEMAC :**

- Créer un compte Whatsap pour les échanges professionnels entre conjoncturistes et prévisionnistes des pays membres d'AFRISTAT
- sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;
- redynamiser le dispositif communautaire de renforcement du système statistique de la sous-région (comité sous-régional de la statistique, fonds de développement de la statistique, comité sous-régional de cadrage) ;
- accompagner les Etats membres dans la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité (identification des besoins, renforcement des capacités) ;

## ANNEXES

## ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	Yves BEYINA	Chargé d'Etudes, Assistant à la Cellule des Synthèses macroéconomiques	+237675759675	yvesbeyina01@yahoo.fr	-
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	Serge Mendouga			Serge_mendouga@yahoo.fr	
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	Ignace Wakam			Ignace_wakam@yahoo.fr	
Cameroun						
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	willy Arnaud Mengue			mengue@yahoo.fr	
Centrafrique	MINPLAN ECO/DGPS / Direction Générale de l'Economie	GOTHARD Alain Guy Ghislain	Chef de Service des prévisions macroéconomiques	+236 75046534	gguyalain@yahoo.fr	-
Centrafrique	ICASEES	Pascal Kiki YOCCA	Chef du service des statistiques de conjuncture	+ 236 72306854 +236 75187617	yocka2004@yahoo.fr	-

Congo	DGE	Amed Stown BORGIA	Chef de service la conjoncture	00 242 06 6269908	stownborgia@gmail.com	-
Congo	DGE	Antoine Ngakegni	Directeur Général de l'Economie		angakegni@yahoo.fr	
Gabon	MEF Direction générale de l'économie	IKAPI ERIC	Chef de service	+24177287707	<a href="mailto:ikapitash@yahoo.fr">ikapitash@yahoo.fr</a>	<a href="http://dgepf.ga">http://dgepf.ga</a>
Gabon	MEF/ Direction Générale de l'Economie	Julie Sandrine NTSAME	Chef de Service	+24177482366	ntsamejulie@yahoo.fr	<a href="http://dgepf.ga">http://dgepf.ga</a>
Guinée Equatoriale	Ministère de l'Economie	Ruben Edjang Bibang	Cadre à la Direction Générale de l'Economie	00240222168547	<a href="mailto:hermoedjang@gmail.com">hermoedjang@gmail.com</a>	-
Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Pascual Afugu ESONO MBENGONO			<a href="mailto:pafugu@inege.gq">pafugu@inege.gq</a> / <a href="mailto:pascualobispo23@yahoo.com">pascualobispo23@yahoo.com</a>	-
Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Ismael Fernando Manga NDONG AYINGONO			<a href="mailto:imanga@inege.gq">imanga@inege.gq</a> / <a href="mailto:isma02@live.com">isma02@live.com</a>	
Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Jose Obrero Evuna ESONO MEDJA			<a href="mailto:joevuna@inege.gq">joevuna@inege.gq</a> / <a href="mailto:joemedja@hotmail.com">joemedja@hotmail.com</a>	
Tchad	INSEED	FANGAMLA MARANDI	Responsable de la conjoncture	+235 66 27 52 49	fangenf@yahoo.fr	-

Tchad	MFB / DGB / DEP	BADY EBE	Chef de Division de la Prévion et de la Modélisation Macroéconomique		badyebe@gmail.com	-
Autres pays						-
RDC	Banque Centrale	KONY BEYA Abraham	Chef de service et modélisateur	00 243 810449772	kony@bcc.cd abrahamkony@gmail.com	-
Burundi	ISTEEBU	NIZIGIYIMANA Jean Baptiste	Chef de service conjoncture et commerce extérieur	+25779948581	jbnizigiyimana1@gmail.com; <a href="mailto:jbnizi@yahoo.fr">jbnizi@yahoo.fr</a>	-
Djibouti	Direction de l'Économie et du Plan Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie	KADRA AHMED SAID	Chargée du Suivi macroéconomique		ardaksh85@yahoo.fr	
Madagascar	INSTAT	Monsieur Samuel RANDRIAMBOLAMANITRA			<a href="mailto:manitra3@yahoo.fr">manitra3@yahoo.fr</a>	
Madagascar	INSTAT	Monsieur Marc Ulrich DAMIEN :			<a href="mailto:mu.damien2@gmail.com">mu.damien2@gmail.com</a>	
Madagascar	INSTAT	Monsieur Andersen RAKOTONOMENJANAHARY			<a href="mailto:andymlay0309@gmail.com">andymlay0309@gmail.com</a>	

Madagascar	Direction Générale en charge de la Prévision	Mr Andriamiandrisoa Olivier	Directeur Général		olivier.ramiandrisoa@gmail.com	
<b>Institutions</b>						
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	+236 75 05 57 74 +240 555 001 691	djimtoingar@yahoo.fr	<a href="mailto:cemac@cemac.int">cemac@cemac.int</a>
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	+236 75 13 17 17 +240 555 001 694	rlontchi@gmail.com	<a href="mailto:cemac@cemac.int">cemac@cemac.int</a>
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Jean-Claude NGUEMENI	Directeur de la Surveillance Multilatérale	+240 555 001 690	<a href="mailto:nguemeni@cemac.int">nguemeni@cemac.int</a>	
UEMOA	Commission	AGBODJI KOMLAN DODZI	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques	+226 70 77 59 56	<a href="mailto:kagbodji@uemoa.int">kagbodji@uemoa.int</a>	
UEMOA	Commission	ABA CAMARA	Chargé des Etudes Statistiques et Economiques	+226 67 09 01 23	<a href="mailto:ABDOU@uemoa.int">ABDOU@uemoa.int</a>	
AFRISTAT	Département des Etudes et Synthèses Economiques	Serge Jean Edi	Expert Economiste Principal	+22370275015	serge.edi@afristat.org	-
AFRITAC Centre	AFRITAC Centre	Severin KAMGNA	Conseiller		skamgna@imf.org	-





## ANNEXE 2 : TERMES DE REFERENCE



# WEBINAIRE SUR LE POINT DE LA CONJONCTURE RECENTE ET LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DANS LES PAYS DE LA CEMAC, EN RDC, AU BURUNDI, A SAO TOME PRINCIPE, AUX COMORES, A DJIBOUTI ET A MADAGASCAR

## 1. Contexte et justification

L'Afrique comme tous les autres continents est confrontée actuellement à la crise de la pandémie au coronavirus (COVID 19). Cette pandémie a amené bon nombre de décideurs politiques à prendre des décisions majeures pour contenir la propagation de la COVID-19. Parmi celles-ci on note, l'interdiction de regroupements, le confinement général ou partiel de la population, la distanciation sociale et les couvre-feux. Des mesures d'accompagnement et des plans de relance ont également été mis en place par les gouvernements avec le soutien de leurs partenaires.

Ces décisions ont sans doute un impact négatif dans la production de statistiques officielles dont les indicateurs conjoncturels. En effet, la collecte des données et la production des indicateurs conjoncturels est devenue difficile en raison des règles barrières dues à la pandémie du COVID 19. C'est dans ce cadre que le séminaire semestriel sur la conjoncture récente et les prévisions à court terme qui est devenu une tradition pour les pays membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, à Sao Tome et Principe, aux Comores, au Djibouti et à Madagascar ne pourra plus se tenir sous sa forme habituelle de réunion régionale.

Ainsi la Commission de la CEMAC, AFRITAC Centre et AFRISTAT, institutions coorganisatrices desdits séminaires ont retenu la tenue d'une réunion virtuelle (webinaire) avec les Etats en vue de faire le point du suivi de la conjoncture récente et des cadrages macroéconomiques à court terme et d'échanger sur les perspectives à court terme au regard des impacts multiformes de la pandémie sur leurs économies.

## 2. Objectif général

L'objectif général de la réunion est de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2020-2021 dans les Etats.

Il permettra, en outre, des échanges et des discussions entre les participants, en vue de dégager les effets de la pandémie sur leurs économies respectives.

## 3. Objectifs spécifiques

La réunion vise spécifiquement les objectifs suivants :

- 1) présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions de la période 2020-2021 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- 2) identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2020, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2020 et 2021, élaborées au deuxième semestre de l'année 2019;
- 3) partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.

## 4. Résultats attendus

- La situation conjoncturelle **récente** et les prévisions de la période 2020-2021 des Etats sont connues ;
- Les éléments déterminant ces évolutions sont identifiés ;
- Le partage d'expérience entre les Etats et institutions est effectif.

## 5. Date et lieu

La réunion aura lieu les mardi 16 et mercredi 17 juin 2020 de 9h à 12h GMT. Elle sera organisée par visioconférence avec ZOOM.

## 6. Participants

Cette réunion s'adresse aux cadres nationaux (deux par Etat), particulièrement ceux chargés de l'élaboration des synthèses conjoncturelles, en poste dans les Instituts Nationaux de Statistique, et aux prévisionnistes s'occupant des travaux de cadrage macroéconomique officiel dans les Directions en charge de la prévision des Ministères de l'Economie et des Finances.

La réunion sera dirigée par les experts de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT et d'AFRITAC Centre. Les experts de la BEAC, de la CEA BSR-AC y prendront également part.

## 7. Contenu indicatif des présentations des Etats

Chaque pays a 10 minutes pour faire le point de la conjoncture et les perspectives 2020-2021.

- 1- L'état de la collecte et de la production des indicateurs infra-annuels en rapport avec la pandémie à coronavirus
- 2- La tendance des indicateurs conjoncturels (production, indicateurs d'activité, prix, taux d'intérêt, actifs financiers, etc.)
- 3- Les dernières prévisions macroéconomiques 2020-2021 et les justificatifs des écarts avec les prévisions précédentes.

Chaque pays transmettra ses deux présentations à l'avance à AFRISTAT ainsi qu'un résumé global de deux paragraphes qui seront mis à la disposition de l'ensemble des participants.

## 8. Agenda indicatif

Heure	Sujets	Responsables
<b>JOUR 1 : 24 JUIN 2020</b>		
10:00 – 10:10	Mots de Bienvenue et Présentation des participants	Commission de la CEMAC, AFRISTAT, AFRITAC Centre, DGE Congo pour l'ouverture
10H10 – 10H40	Communications pays : RCA, Tchad, Congo	RCA, Tchad, Congo
10H40 – 11H00	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission de la CEMAC
11H00-11H30	Communications pays :, Djibouti, Madagascar, Gabon	Djibouti, Madagascar, Gabon
11H30 – 11H50	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT
11H50 – 12H10	Communications pays : Burundi, Guinée Equatoriale, Sao Tome	Burundi, Guinée Equatoriale, Sao Tome
12H10 – 12H25	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC Centre
12H25 – 12H45	Communications pays : Cameroun, RDC,	Cameroun, RDC
12H45 – 13H00	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission CEMAC
13H00	Fin de la première Journée	
<b>JOUR 2 : 25 JUIN 2020</b>		
10H00 – 10H15	Synthèse de la conjoncture dans les Etats	Présidence : AFRISTAT
10H15 – 10H45	Conjoncture régionale vue de la BAD : Présentation et discussions	BAD
10H45 – 11H15	Etat de la Convergence dans la CEMAC	Commission de la CEMAC
11H15 – 11H45	Autres intervention : AFRITAC Centre	AFRITAC Centre
11H45 – 13H00	Recommandations, Questions diverses et perspectives	Tous
13H00	Arrêt des travaux	
<b>JOUR 3 : 26 JUIN 2020</b>		
10H00 – 13H00	Recommandations, Questions diverses et perspectives	Tous
	Fin des travaux	

